

La ligne THT sera aérienne sur tout le tracé

VALAIS CENTRAL Dans un communiqué, l'Etat du Valais a confirmé très indirectement que la ligne THT Chamoson-Chippis sera aérienne. Le canton va créer un comité de pilotage avec le constructeur pour la suite.

PAR SAMUEL JACQUIER@LENOUVELLISTE.CH



Les géants d'acier vont s'implanter dans la plaine du Rhône et sur tout le coteau du Valais central. SACHA BITTEL/A

La voix est tremblotante. Difficile pour Marcel Bayard de cacher sa tristesse et sa déception au bout du fil. Le président de Grône et de «THT sous terre Valais» a pris connaissance hier du communiqué de l'Etat annonçant, très indirectement, que la ligne à très haute tension (THT) Chamoson-Chippis sera aérienne. «Nous serons certainement les derniers en Suisse à subir cela», tonne-t-il. La société Swissgrid rappelle que la construction débutera en 2018 et qu'elle devrait durer entre deux et trois ans. Les travaux coûteront 100 millions de francs.

Une convention qui viendra trop tard

Bien que le Conseil d'Etat ait convaincu Swissgrid de créer un comité de pilotage chargé d'élaborer une convention de principe pour étudier la faisabilité d'un enfouissement partiel des lignes THT entre Chamoson et Ulrichen, le tronçon du Valais central sera aérien. «Swissgrid veut pouvoir exploiter la ligne entre Chamoson et Chippis d'ici fin 2019 et le tra-

vail que nous commençons va durer plusieurs années avant la possible signature d'une convention. C'est illusoire de croire que nous pourrions enfouir une partie de la ligne pour le moment», explique Roberto Schmidt, ministre de l'énergie.

Le communiqué laisse une possibilité d'un enfouissement partiel a posteriori. «Il reste un espoir après les discussions et les études, et c'est déjà un point positif», souligne Roberto Schmidt.

Swissgrid ne ferme pas non plus la porte à l'option d'une révision du projet dans une deuxième phase. «Les résultats pourraient servir de base pour lancer une nouvelle procédure fédérale de plan sectoriel, suivie par la procédure fédérale d'approbation des plans. Un enfouissement partiel des lignes THT entre Chamoson et Ulrichen ne pourra intervenir qu'après un résultat positif de ces procédures et après traitement des oppositions. Il faut au mieux entre dix et quinze ans pour qu'un tel projet aboutisse», remarque Marie-Claude Debons, porte-parole de la société.

«On se moque du peuple»

Du côté des opposants à ce tracé aérien, les décisions ne passent pas. «L'Etat doit être honnête et franc. Faire croire aux gens qu'on va construire une ligne aérienne, puis enfouir certains tronçons quelques années plus tard, c'est se moquer du peuple», analyse le conseiller national et président de l'association suisse «Haute tension sous terre», Mathias Reynard.

Même regret de Marcel Bayard, qui ne croit pas au retour en arrière. «Dire qu'on va construire aérien, puis enfouir par la suite, c'est un peu comme si on nous demandait

de croire au père Noël. C'est de saison, mais ça ne marche pas», ironise-t-il.

L'argent en question

Entre les lignes, les différents acteurs confirment que l'argent est le nerf de la guerre. Les variantes enterrées coûtent beaucoup plus cher. «J'attendais que le Conseil d'Etat vienne avec d'autres options que cette ligne sur le coteau, mais aussi avec de l'argent», revendique Mathias Reynard. Financièrement, la société se montre inflexible. Swissgrid ne participera pas à ces surcoûts, sauf si la Commission fédérale de l'électricité l'impose.

RESPÉ se battra pour les enfants

Le regroupement pour des écoles sans pylône électrique (RESPÉ) voyait le jour il y a quelques semaines à Grône. «On ne lâche rien. On en appelle au bon sens de tout le monde pour qu'il n'y ait aucun risque. Nous ne pouvons pas laisser des enfants avec ces ondes toute la journée», exprime Sébastien Berguerand, membre de RESPÉ. Parmi les options proposées, celui du déplacement des pylônes n'est pas validé. «Le tracé de la future ligne est fixé par la décision du Tribunal fédéral, il n'y a aucune flexibilité», explique Marie-Claude Debons de Swissgrid. Les papas à l'origine du groupement vont continuer les négociations.

Roberto Schmidt admet que c'est la dernière carte à jouer politiquement. «Nous espérons vraiment pouvoir aboutir à la signature d'une convention.»

Et maintenant?

Le Tribunal fédéral a donné raison à Swissgrid en septembre dernier, même si Marcel Bayard affirme que «le combat se poursuit tant qu'il n'y a pas de pylône. Il y a encore des zones d'ombre, notamment concernant les cartes de danger sur lesquelles vont s'implanter les pylônes ou encore les expropriations». Les milliers de Valaisans qui se sont mobilisés contre cette ligne THT pensent que Swissgrid a un train de retard. Est-ce que l'option de l'enfouissement a été vraiment prise au sérieux un jour par le constructeur? «Des options enterrées ont été étudiées dès le départ et c'est la variante aérienne qui a été validée. Il existe peu d'exemples d'enfouissement de lignes 380 kV courant alternatif en Europe: il y en a à Berlin, Madrid ou Vienne, mais il ne s'agit dans tous les cas que de quelques kilomètres de ligne», conclut Marie-Claude Debons.



«C'est illusoire de croire que nous pourrions enfouir une partie de la ligne pour le moment.»

ROBERTO SCHMIDT
CONSEILLER D'ETAT,
CHEF DU DÉPARTEMENT
DES FINANCES
ET DE L'ÉNERGIE



«Il existe peu d'exemples d'enfouissement de ligne 380 kV en Europe.»

MARIE-CLAUDE DEBONS
PORTE-PAROLE DE SWISSGRID



«J'attendais que le Conseil d'Etat vienne avec d'autres options et avec de l'argent.»

MATHIAS REYNARD
CONSEILLER NATIONAL,
PRÉSIDENT
DE L'ASSOCIATION NATIONALE
HAUTE TENSION SOUS TERRE



«On en appelle au bon sens pour qu'il n'y ait aucun risque pour les enfants.»

SÉBASTIEN BERGUERAND
REPRÉSENTANT DE RESPÉ